

ACTION URGENTE

UNE MILITANTE DES DROITS HUMAINS VICTIME DE VIOLENCES SEXUELLES

Elena Ourlaïeva, militante ouzbèke des droits humains, a été arrêtée le 31 mai par des policiers et soumise à des actes de torture, des violences sexuelles et des humiliations visant à la forcer à remettre la carte mémoire de son appareil photo. Celle-ci contenait des preuves de violations des droits humains qu'elle avait photographiées.

Elena Ourlaïeva, militante des droits humains et présidente de l'Alliance des droits humains d'Ouzbékistan, une ONG, a été arrêtée par des policiers le 31 mai. Ce jour-là, elle avait observé le recours au travail forcé dans les champs de coton. Elle a été retenue pendant plusieurs heures dans un poste de police de la ville de Chinaz (province de Tachkent, nord-est du pays) et les policiers ont saisi son ordinateur portable et son appareil photo numérique.

Selon Elena Ourlaïeva, l'un des policiers l'a frappée à la tête et a exigé de savoir où elle avait caché la carte mémoire de son appareil photo. D'autres policiers (tous des hommes) criaient et juraient contre elle, en la traitant d'« agent des États-Unis » et de traîtresse et en l'accusant d'avoir vendu des secrets du gouvernement ouzbek à des pays étrangers. Elle a rapporté que des policiers avaient fait venir des auxiliaires médicaux au poste de police et qu'on lui avait administré trois injections qui l'avaient affaiblie. Elle a été déshabillée entièrement et soumise à deux examens vaginaux. Elle a d'abord été forcée à s'allonger sur un lit tandis qu'une femme médecin procédait à un examen interne de son vagin, soi-disant pour trouver la carte mémoire. Cette fouille n'étant pas concluante, des policiers l'ont placée de force sur une chaise. Ces derniers et un auxiliaire médical l'ont tenue par les bras et les jambes pendant que le médecin insérait un spéculum dans son vagin pour procéder à un second examen, qui l'a fait saigner. Elle a également subi un examen anal. Ensuite, des policiers l'ont emmenée à un hôpital local pour lui faire passer une radiographie du thorax et de l'abdomen. À l'issue de cet examen, elle a demandé à aller aux toilettes mais les policiers l'ont obligée à uriner sur l'herbe devant l'établissement. Ils l'ont filmée, photographiée et menacée de publier ces images sur Internet si elle se plaignait de son traitement.

Le 1^{er} juin, Elena Ourlaïeva a manifesté devant le ministère de l'Intérieur, à Tachkent, en brandissant une pancarte sur laquelle elle demandait que les responsables des actes de torture et autres mauvais traitements qu'elle avait subis soient traduits en justice. Des agents de sécurité sont alors sortis du bâtiment et l'ont conduite dans un bureau où elle a rédigé une plainte.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en ouzbek, en russe, en anglais ou dans votre propre langue :

- appelez les autorités à diligenter une enquête impartiale et efficace dans les meilleurs délais sur les allégations d'Elena Ourlaïeva faisant état de torture, de violences sexuelles et d'humiliations, et à traduire en justice les responsables présumés de ces agissements ;
- priez-les instamment de respecter leurs obligations découlant du droit international relatif aux droits humains afin que personne ne soit soumis à la torture ou à d'autres mauvais traitements ;
- engagez-les à veiller à ce que les défenseurs des droits humains puissent mener leurs activités légitimes sans crainte de représailles et sans subir de restrictions, y compris sous la forme de harcèlement, de manœuvres d'intimidation et d'attaques.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 16 JUILLET 2015 À :

Procureur général

Ihtior Abdullaev
Prosecutor General's Office of
Uzbekistan
ul. Gulyamova 66
Tashkent 700047
Ouzbékistan
Fax : +998 71 133 39 17
Courriel : info@prokuratura.uz
**Formule d'appel : Dear Prosecutor
General, / Monsieur le Procureur
général,**

Ministre de l'Intérieur
Adham Ahmedbaev
Ministry of Internal Affairs
ul. Junus Rajabiy 1
Tashkent 100029
Ouzbékistan
Fax : + 998 71 233 89 34
Courriel : info@mvd.uz
**Formule d'appel : Dear Minister, /
Monsieur le Ministre,**

Copies à :

Médiatrice (commissaire aux Droits
humains)
Sayora Rashidova
Uzbekistan Avenue 16a
Tashkent 100027
Ouzbékistan
Fax : + 998 71 239 81 36 (dites :
« Fax »)
Courriel : info@ombudsman.uz

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de l'Ouzbékistan dans votre pays (adresse/s à compléter) : nom(s), adresse(s), n° de fax, adresse électronique, formule de politesse.

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

ACTION URGENTE

UNE MILITANTE DES DROITS HUMAINS VICTIME DE VIOLENCES SEXUELLES

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Elena Ourlaïeva fait partie des rares défenseurs des droits humains qui restent et travaillent en Ouzbékistan. Elle mène des investigations et écrit des articles pour la communauté internationale qui traitent de questions relatives aux droits humains et elle a activement travaillé avec des défenseurs des droits humains en Ouzbékistan et à l'étranger. Elle a dénoncé les conditions de travail dans les champs de coton. L'Ouzbékistan a été critiqué par les défenseurs des droits humains à cause du recours au travail forcé au moment de la récolte du coton. Les autorités ne veulent pas que de telles informations soient portées à l'attention de la communauté internationale. Elles affirment que les allégations faisant état de travail forcé et de conditions de vie inhumaines et dégradantes pour les personnes recrutées pour récolter le coton sont fausses et répandues par des pays concurrents producteurs de coton qui veulent manipuler le marché mondial de cette matière première. En 2013, elles ont accepté que des observateurs indépendants de l'Organisation internationale du travail (OIT) mènent des inspections lors de la récolte du coton à travers l'Ouzbékistan. Or, les inspecteurs de l'OIT étaient accompagnés par des représentants du gouvernement, et des défenseurs des droits humains ont signalé que les autorités avaient fait passer aux personnes participant à la récolte du coton des instructions quant à la façon de répondre aux inspecteurs.

L'Ouzbékistan est l'un des États les plus autoritaires au monde. Ses autorités sont responsables de violations graves et systématiques des droits humains, notamment d'importantes restrictions du droit à la liberté de réunion, d'association et d'expression, et les actes de torture et autres mauvais traitements infligés aux détenus par les forces de sécurité sont endémiques. Des défenseurs des droits humains, des détracteurs du gouvernement et des journalistes indépendants influents ont été contraints de quitter l'Ouzbékistan afin d'échapper aux arrestations ou aux actes de harcèlement et d'intimidation de la part des forces de sécurité et des autorités locales. Beaucoup continuent d'être harcelés à l'étranger par les autorités ouzbèkes.

La torture et les autres mauvais traitements sont caractéristiques de la justice pénale en Ouzbékistan. Ces pratiques sont au cœur de l'approche adoptée par les pouvoirs publics pour s'en prendre à l'opposition, combattre les menaces réelles ou présumées contre la sécurité et conserver leur mainmise sur le pouvoir.

Les humiliations sexuelles occupent une place importante dans l'immense majorité des cas de torture ou d'autres mauvais traitements portés à la connaissance d'Amnesty International. Il est notamment fréquent que des personnes soient déshabillées entièrement et obligées à se tenir debout devant un groupe de membres des forces de sécurité et d'autres détenus qui crient des obscénités ou lancent des railleries à caractère sexuel.

Voir le rapport d'Amnesty International intitulé *Secrets and Lies: Forced confessions under torture in Uzbekistan*, disponible sur <https://www.amnesty.org/en/documents/eur62/1086/2015/en/>. Une synthèse de ce rapport a été publiée en français sous le titre *Secrets et mensonges. Des « aveux » extorqués sous la torture en Ouzbékistan* (<https://www.amnesty.org/fr/documents/eur62/1119/2015/fr/>).

Nom : Elena Ourlaïeva
Femme